

: [COMP-CONSORTIA-EVALUATION-2018@ec.europa.eu](mailto:COMP-CONSORTIA-EVALUATION-2018@ec.europa.eu).

- ☐ **Anonyme** - Seuls votre type de structure, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés. Toutes les autres informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence) ne seront pas publiées.
- ☐ **Publication** - Vos informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence) seront publiées avec votre contribution.
- ☒ \*J'accepte [les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Profil de la partie prenante

1. Vous répondez au questionnaire:

- ☐ à titre personnel, en tant que particulier
- ☒ à titre professionnel pour le compte d'une organisation

4. a) Pays de résidence

- ☐ Allemagne
- ☐ Autre
- ☐ Autriche
- ☐ Belgique
- ☐ Bulgarie
- ☐ Chypre
- ☐ Croatie
- ☐ Danemark
- ☐ Espagne
- ☐ Estonie
- ☐ Finlande
- ☒ France
- ☐ Grèce
- ☐ Hongrie
- ☐ Irlande
- ☐ Italie
- ☐ Lettonie
- ☐ Lituanie
- ☐ Luxembourg
- ☐ Malte

- ☐ Pays-Bas
- ☐ Pologne
- ☐ Portugal
- ☐ Roumanie
- ☐ Royaume-Uni
- ☐ République tchèque
- ☐ Slovaquie
- ☐ Slovénie
- ☐ Suède

5. Nom de l'organisation

6. a) Type d'organisation:

- ☒ **Entreprise**
- ☐ Cabinet de consultants, cabinet d'avocats ou avocat/consultant indépendant
- ☐ Organisme de recherche ou université
- ☐ Organisation ou association non gouvernementale
- ☐ Autorité publique internationale, nationale, régionale ou locale
- ☐ Autre

8. Votre organisation est-elle inscrite au registre de transparence?

- ☐ Oui
- ☒ **Non**

Si votre organisation n'est pas inscrite, nous vous invitons à l'enregistrer ici, même si ce n'est pas obligatoire pour participer à la présente consultation. [Pourquoi un registre de transparence?](#)

9. Veuillez décrire les activités de votre organisation.

250 caractère(s) maximum

Section 1: Efficacité

Les consortiums sont des accords de coopération entre transporteurs qui, lorsqu'ils sont conclus entre des concurrents, sont susceptibles de relever de l'article 101 du TFUE. Les transporteurs sont donc invités à déterminer si les accords de coopération qu'ils ont conclus sont conformes à l'article 101 du TFUE. Le REC en faveur des consortiums peut fournir des orientations à cette fin.

10. a) Selon vous, le REC en faveur des consortiums confère-t-il un haut niveau de sécurité juridique?

- ☒ Oui

☐ Non

10. b) Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum

Le REC est un outil simple dans sa mise en œuvre et parfaitement connu des armateurs (ainsi que des autorités de la concurrence). Les contrats de VSA arrivent donc être relativement standards. Le REC est clair et parfaitement adapté à la réalité opérationnelle : il sert donc de fil conducteur au self assessment, dans l'UE ou dans d'autres juridictions tierces.

A contrario, il s'agit du seul dispositif connu par les armateurs, et ce depuis plus de 20 ans. Sa suppression créerait donc un grand vide juridique, et, en l'absence de toutes lignes directrices/jurisprudence, serait donc source d'insécurité, et par ricochet sur les juridictions internationales qui s'en sont inspirées.

11. a) Veuillez évaluer le niveau de sécurité juridique offert par le REC en faveur des consortiums pour ce qui est des aspects suivants:

	Très élevé	Élevé	Intermédiaire	Faible	Très faible	Je ne sais pas
Définition du marché	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Calcul des parts de marché	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Échange d'informations	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ajustement des capacités en réponse aux fluctuations de l'offre et de la demande	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Notion de consortium hautement intégré	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conformité globale avec les règles de concurrence	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Droit des membres de se retirer d'un consortium et délai de préavis dont ils disposent	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

11. b) Veuillez motiver l'évaluation donnée.

1000 caractère(s) maximum

Pour deux éléments, le niveau de sécurité juridique est élevé plutôt que très élevé :

- Echanges d'informations : ce n'est pas mentionné dans le REC. Toutefois, il est clair que ces échanges ne peuvent porter que sur des éléments opérationnels
- Notion de consortium hautement intégré : le REC ne prévoit pas de seuil chiffré. Toutefois, la distinction est effectuée aisément par les opérateurs. Il s'agit donc de commentaires très relatifs, qui ne remettent pas en question notre réponse à la question 10.

12. a) Selon votre expérience, dans quelle mesure l'autoévaluation du respect des règles de concurrence de l'UE par un consortium repose-t-elle sur des instruments autres que le REC en faveur des consortiums qui fournissent des orientations concernant l'interprétation de l'article 101 du TFUE (par exemple: les lignes directrices horizontales, les lignes directrices concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, le REC Spécialisation et la pratique décisionnelle de la CE)?

	Très élevé	Élevé	Intermédiaire	Faible	Très faible	Je ne sais pas
Lignes directrices horizontales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Lignes directrices concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du TFUE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
REC Spécialisation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Pratique décisionnelle de la CE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

12. b) Veuillez motiver l'évaluation donnée.

1000 caractère(s) maximum

Cette question n'est pas claire. Il convient de distinguer :

- L'évaluation des consortiums répondant aux conditions fixées par le REC, qui se font sur la base de celui-ci
- L'évaluation des autres consortiums (en particulier ceux dont la part de marché excède 30%) : il s'agit alors d'une auto évaluation. Même si le REC n'est pas applicable, ses principes servent toutefois de fil conducteur. Il peut également arriver que, pour éviter tout risque juridique, nous décidions de renoncer à l'accord

13. a) Le REC en faveur des consortiums encourage-t-il des types de coopération qui ne sont pas efficaces ou qui ne profitent pas aux clients?

- ☐ Oui
- ☒ Non

13. b) Veuillez fournir des exemples et expliquer dans quelle mesure ces types de coopération sont répandus.

1000 caractère(s) maximum

Les problématiques soulevées par les clients (blank sailings, surcharges) ne sont pas liées au REC. Au contraire, le REC permet aux clients d'avoir un plus grand choix d'opérateurs, puisqu'il abaisse les barrières à l'entrée sur le marché.

14. a) À l'inverse, le REC en faveur des consortiums décourage-t-il des pratiques qui seraient efficaces ou profiteraient aux clients?

- ☐ Oui  
☒ Non

14. b) Veuillez fournir des exemples et expliquer dans quelle mesure ces types de coopération sont répandus, le cas échéant.

1000 caractère(s) maximum



15. a) Selon votre expérience, les membres d'un même consortium se livrent-ils concurrence par les prix ou pour certains types de services?

- ☒ Oui  
☐ Non

15. b) Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum



Les membres d'un même consortium sont en concurrence à la fois sur les prix et sur les services offerts (services documentaires, qualité du pré et du post acheminement, politique commerciale), ce qui permet aux petites structures de se démarquer en proposant un service sur mesure et plus personnel, appréciable des clients.

## Section 2: Efficience

16. La mise en conformité avec le REC en faveur des consortiums engendre-t-elle des coûts? Pourriez-vous les quantifier (en valeur absolue ainsi qu'en valeur relative, c'est-à-dire en pourcentage de votre chiffre d'affaires annuel)? Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum



Les coûts de mise en conformité sont faibles restent faibles dans la mesure où il n'y a pas recours à un conseil extérieur.

17. a) Selon vous, si le REC en faveur des consortiums n'était pas prolongé et si l'autoévaluation reposait sur d'autres instruments fournissant des orientations concernant l'interprétation de l'article 101 du TFUE (par exemple: les lignes directrices horizontales, les lignes directrices concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, le REC

Spécialisation et la pratique décisionnelle de la CE), les coûts de mise en conformité augmenteraient-ils?

- ☒ Oui  
☐ Non

17. b) Veuillez expliquer et fournir une estimation de l'évolution des coûts de mise en conformité.

1000 caractère(s) maximum

Il n'est pas possible de fournir un chiffre général, il dépend du nombre d'accords concernés (susceptible de diminuer en cas de suppression du REC) et du recours éventuel à un conseil externe. Néanmoins, il est certain que ces coûts seraient importants en raison du caractère beaucoup trop général des instruments évoqués. Ces frais de conseils externes ayant un coût proportionnel à leur renommée et leur compétence.

### Section 3: Pertinence

18. Quels ont été les tendances et les changements les plus marquants dans le secteur du transport maritime de ligne au cours des 5 dernières années?

1000 caractère(s) maximum

Evolution des taux de fret et du cours du pétrole

Evolution du commerce international en volume et en trades, menaces grandissantes sur le libre échange, renforcement des mesures de sanctions

Emergence d'opérateurs, asiatiques notamment, soutenus par leur gouvernement

Renforcement de la pression environnementale : émissions de soufre et de CO2

Renforcement du pouvoir de négociation des clients

19. a) Dans le paysage des consortiums de ces 5 dernières années, avez-vous constaté des changements pour un ou plusieurs des aspects suivants :

	Augmentation significative	Augmentation modérée	Stable	Diminution modérée	Diminution significative	Je ne sais pas
Nombre de consortiums	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Nombre de transporteurs n'appartenant pas à un consortium	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>



Nombre de membres dans un consortium	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Capacité déployée par consortium	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Nombre de ports desservis par consortium	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

19. b) Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum

20. a) Quels ont été les effets des évolutions que vous avez mentionnées en réponse aux points 3.1 et 3.2 sur la concurrence dans le secteur du transport maritime pour ce qui est des aspects suivants:

	Augmentation significative	Augmentation modérée	Stable	Augmentation modérée	Diminution significative	Je ne sais pas
Prix	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Choix des services	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Qualité des services	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

20. b) Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum

21. a) Avez-vous connaissance de types de coopération entre transporteurs qui ne sont pas couverts par le REC en faveur des consortiums?

☒

Oui

☐

Non

Il s'agit des accords qui ne remplissent pas les conditions du REC (ex : alliances), comme les SCA.

22. a) Les transporteurs coopèrent-ils dans le cadre d'acquisitions communes (p. ex. de services portuaires, de services de transport intérieur ou de services de collecte)?

- ☐ Oui  
☒ Non

23. Quels seraient, selon vous, les effets qui résulteraient d'une hypothétique non-prolongation du REC en faveur des consortiums? Veuillez illustrer votre réponse au moyen d'exemples concrets.

23. a) Effets sur votre organisation

1000 caractère(s) maximum



La non-prolongation du REC ferait naître un problème d'insécurité juridique qui pourrait devenir critique sur les "thin trades" qui font l'objet d'un traitement particulier aujourd'hui et sur lesquels notre compagnie opère.

En particulier pour le service de la Guyane sur le quel Marfret et son partenaire CMA ont investi dans l'achat de navires spécifiques afin de permettre le meilleur intake dans un port aux restrictions nautiques et pour lesquels les autorités viennent d'acheter de nouvelles grues. De façon plus générale si le REC n'était pas renouvelé et dans le cas où il faudrait mettre fin aux VSA notre compagnie n'aurait pas les moyens de maintenir un service équivalent au même prix.

Il se pourrait même que seul notre partenaire se trouverait à servir le marché avec des conséquences en chaîne qui ne seraient pas limitées aux clients.

23. b) Effets au niveau international ou sectoriel

1000 caractère(s) maximum

Partout où la discrimination se fait par la taille, seuls ce qui auront la puissance financière pourront continuer seuls. Cela entraînera plus de concentration.

La concomitance de la fin du REC avec la réglementation du low sulphur et du water ballast mangement ne ferait qu'aggraver la fragilité financière des acteurs.



24. a) Les REC sont des instruments exceptionnels. Sachant que le nombre de secteurs auxquels s'appliquent un REC sectoriel est très limité, estimez-vous que le transport maritime de ligne présente des caractéristiques uniques telles qu'elles requièrent l'application d'un REC sectoriel?

- ☐ Oui



☐ Non

24. b) Veuillez expliquer.

Ne sait pas

1000 caractère(s) maximum

Section 4: Cohérence

25. a) Selon votre expérience, le REC en faveur des consortiums est-il cohérent avec d'autres instruments fournissant des orientations concernant l'interprétation de l'article 101 du TFUE (par exemple: les lignes directrices horizontales, les lignes directrices concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, le REC Spécialisation et la pratique décisionnelle de la CE)?

☐ Oui

☐ Non

25. b) Veuillez expliquer.

NE SAIT PAS.

1000 caractère(s) maximum

Section 5: Valeur ajoutée de l'UE

26. a) Le REC en faveur des consortiums apporte-t-il une valeur ajoutée à l'examen de la compatibilité des consortiums avec l'article 101 du TFUE, par rapport à l'option alternative d'une autoévaluation fondée sur d'autres instruments qui fournissent des orientations concernant l'interprétation de l'article 101 du TFUE?

☐ Oui

☐ Non

26. b) Veuillez expliquer.

1000 caractère(s) maximum

Observations finales et téléchargement de documents

27. Si vous souhaitez soulever un autre point qui pourrait être pertinent pour l'évaluation du REC en faveur des consortiums, vous pouvez le faire ici.

1000 caractère(s) maximum



28. Si vous souhaitez joindre des documents appuyant l'une de vos réponses aux questions ci-dessus, vous pouvez le faire ici.

La taille du fichier ne peut dépasser 1 Mo.

Affichages

Norme Mode d'accessibilité

---

Langues

---

Contact

[COMP-CONSORTIA-EVALUATION-2018@ec.europa.eu](mailto:COMP-CONSORTIA-EVALUATION-2018@ec.europa.eu)

---

Télécharger la version PDF

Last saved on

17/12/2018 14:43:41